



Dans le cadre du cycle de débats : « L'Europe dans la campagne présidentielle »

Enjeux économiques : vers une Europe solidaire ?

Jeudi 8 mars 2012

18h30-20h30

Maison de l'Europe de Paris

Au cœur du processus de création d'une communauté politique, la question de la solidarité n'a pourtant pas, jusqu'alors, trouvé de réponse claire à l'échelle européenne. Tout en affirmant le principe de solidarité comme socle de la société à bâtir, les Traités disposent à la fois de clauses interdisant à l'Union européenne (UE) et aux Etats de répondre des engagements des autres autorités publiques et de clauses permettant d'adopter des mesures exceptionnelles en cas de grave difficulté d'un Etat-membre. Ils contiennent une clause de solidarité en cas d'acte terroriste, de catastrophe naturelle, mais ne permettent pas de mutualiser tout ou partie des dettes publiques des Etats-membres. De fait, dans une UE où l'interdépendance économique est établie mais qui dispose à la fois d'un budget faible et de mécanismes de gouvernance économique toujours à construire, les dispositifs de solidarité demeurent partiels et ne témoignent pas de choix politiques tranchés.

Ont participé à ce troisième débat du cycle : **Jean-Pierre AUDY**, député européen UMP et président de la délégation française PPE au Parlement européen, **Jean-Marie BEAUPUY**, ancien député européen et membre du comité exécutif du Modem, **Gérard FILOCHE**, membre du Conseil National du Parti socialiste, auteur de " Dette Indigne ", **Raquel GARRIDO**, porte parole internationale du Front de Gauche, **Jean-Philippe MAGNEN**, vice président de la Région Pays de la Loire et membre de la direction nationale d'Europe Ecologie/Les Verts en charge de l'international.

Le débat a été animé par **Françoise PONS**, journaliste, présidente du Club Grande Europe.

Jean-Pierre AUDY rappelle que l'Europe s'est construite en trois étapes : la souffrance, la cicatrice et le destin. **La souffrance** liée à de la guerre, à sa naissance. La « marque de fabrique » de l'Europe réside dans le projet fondé sur la paix et la démocratie. L'Europe, c'est aussi « unir nos diversités » et travailler pour faire de nos diversités une force. Ensuite vient l'étape de **la cicatrice**. La chute du mur de Berlin en est la preuve. Elle a entraîné une phase de réunification du continent. Enfin, **le destin** qui a éprouvé la solidarité européenne suite à la crise financière venue des Etats-Unis.

Le député européen est convaincu que nous vivons la fin du monde de prospérité. La rareté des ressources énergétiques et le réchauffement climatique rendent l'équation énergie/climat difficile à obtenir. Cela nécessite un consensus planétaire qui changera l'avenir. Cette problématique constitue le défi de l'ensemble des partis politiques. L'Europe devrait être au cœur de ces discussions. Chaque fois qu'un sujet est d'ordre mondial, il faut apporter une réponse européenne. Si les européens veulent vivre selon leurs valeurs, l'Europe a intérêt à conserver cette union basée sur la paix, la recherche de la prospérité et la fraternité entre les peuples.

Concernant la crise économique et financière, il est nécessaire de régler le problème des dettes souveraines des Etats membres (EM) de l'UE. La stabilité financière est un principe politique qui permettra d'asseoir une croissance saine. Il faut aussi tirer des leçons de ces crises. Monsieur Audy constate que les leçons qu'en tire la gauche sont différentes de celle de la droite. La gauche pense que la Banque Centrale européenne (BCE) doit prêter directement aux EM de l'Union européenne. En revanche, la droite souhaite que la BCE soit indépendante.

Raquel GARRIDO considère que l'Europe est confrontée à une attaque spéculative qui met à l'épreuve son fonctionnement et ses principes. La crise a pour origine les Etats-Unis, dont le modèle économique a échoué car il était fondé sur une stagnation salariale qui a conduit la main d'œuvre à se surendetter. A partir de l'explosion de la bulle immobilière, une grande quantité de richesse a disparu. Le président américain, Barack Obama, a choisi de sauver les banques en garantissant l'argent privé par de l'argent public. Les comportements ont perduré puis ont été copiés au Royaume-Uni, en Irlande, et ainsi la crise s'est exportée en Europe.

Les personnes qui avaient perdu beaucoup d'argent, ont voulu « se refaire » en s'en prenant au maillon faible de l'Europe : la Grèce. L'Union européenne serait en mesure d'aider la Grèce, si la BCE pouvait prêter directement aux EM, mais elle n'en a pas le droit. Cela a créé un appel d'air : les taux ont augmenté et sont devenus insupportables au sens économique et humain. Pour la porte parole du Front de Gauche, la faillite d'un Etat n'est pas possible. Tant qu'il y a une population il y a une capacité de production. Malgré la crise, l'Europe reste riche, elle possède les moyens de financer une politique de relance. Les enjeux écologiques peuvent constituer la base politique de cette relance.

Le Front de Gauche s'engage à établir une meilleure redistribution des richesses, à valoriser le SMIC, porté progressivement à 1700 euros net, à limiter les salaires des dirigeants et à créer de nouvelles tranches d'imposition. IL souhaite également que l'Etat puisse se financer auprès de la Banque de France pour avoir une marge de manœuvre nationale. Pour augmenter la capacité de l'Etat à avoir une politique de relance, il devrait pouvoir recourir à l'emprunt forcé ce qui permettrait de contourner la règle du Traité sur le Fonctionnement de l'UE (TFUE).

Enfin, une implication populaire dans les décisions européennes est nécessaire. Pour l'instant le pouvoir est entre les mains de la Troïka (UE-BCE-FMI). Il faut remettre de la démocratie et de l'espoir dans la discussion publique pour formuler un dessein plus grand à réaliser en Europe.

Le capitalisme a entraîné une mauvaise collecte des ressources parce qu'il relève d'une logique d'accumulation. Il ne répond pas à tous les besoins. Il faut empêcher certains comportements par la loi, et encourager les activités d'intérêt général : soit à travers le secteur privé s'il peut ou veut le

faire, soit à travers d'autres types de structures. Il faut partir des besoins humains et leur faire correspondre des structures juridiques.

Le rôle du secteur privé est de permettre le financement des échanges et des activités, et non la création de richesse en soi. Il faut définancieriser l'économie pour que les activités soient garanties de façon pérenne.

Jean-Marie BEAUPUY constate que la force principale de l'Europe réside dans le fait que l'Union européenne reste le premier marché mondial. Elle possède également des entreprises de rang mondial basées sur son territoire. L'UE a une forte puissance industrielle, commerciale et économique. Mais, elle a également ses faiblesses. Alors qu'elle se prétend puissante, elle se tourne vers le FMI et la Chine pour régler la crise. Le développement des égoïsmes nationaux est plus inquiétant encore. La solidarité est un vrai défi européen, alors que la méthode intergouvernementale est très présente et que le couple franco-allemand s'impose.

Si les EM s'accordent sur la stratégie de Lisbonne ou les objectifs de l'Europe 2020, il reste à définir les moyens à consacrer pour les mettre en œuvre. La réponse à cette question repose sur **deux axes**. **Le budget** européen est très faible : il représente en effet un tiers du budget français. Il devrait être en capacité de se développer en créant ses propres ressources avec notamment l'instauration d'une taxe sur les transactions financières (TTF). L'Europe a également besoin d'une **solidarité** complémentaire. Dans les objectifs de l'Europe 2020, il pourrait apparaître que le premier mal européen est le problème de l'emploi. Selon l'ancien député européen, il s'agit plutôt d'un problème national. En effet, de nombreuses questions nécessitent une mise en place des solutions au niveau national : l'innovation, l'éducation et formation. On ne peut accepter le nombre de vingt-quatre millions de chômeurs. C'est anti-économique et anti-humain. Actuellement, à l'échelle mondiale, la croissance est la seule proposition mécaniquement valable pour créer de l'emploi. Cependant, elle ne peut pas être la seule réponse au vu des exigences environnementales. Si l'Europe souhaite être porteuse de progrès, il faut investir dans la recherche et l'innovation. L'Europe doit se poser ces questions d'emploi et de croissance, car les autres acteurs internationaux ne le feront pas.

Jean-Philippe MAGNEN constate que l'Europe est absente de la campagne présidentielle. Le rêve européen est à réenchanter. L'enjeu est de remettre l'Europe au cœur de cette campagne. Le paradoxe européen est que l'Union européenne est une puissance législative qui a un réel impact sur la vie des populations, mais qu'elle n'a pas su se transformer en puissance exécutive. En effet, la méthode intergouvernementale domine actuellement mais ne constitue pas un pouvoir exécutif structuré. Selon lui, il faut rouvrir le chapitre des traités, renforcer le pouvoir au Parlement européen, et relancer le processus constitutif. La mise en place d'un pacte écologique et social donnera lieu à une Europe en tant que telle.

Monsieur Magnen remarque également un laxisme de la politique monétaire, en décalage avec la politique budgétaire d'austérité qui touche les plus démunis. Il faut plus de cohérence entre ces deux politiques. Le débat est ouvert concernant le Mécanisme européen de stabilité (MES) dont il souligne les effets dévastateurs. Il préconise une mutualisation des dettes au niveau européen et la création d'un trésor européen pour la gérer. Il signale un manque, de rééquilibrage de niveau de vie entre les EM, que le faible budget de l'Union européenne ne permet pas de corriger. L'harmonisation n'est pas une uniformisation, mais consiste en une politique commune. Tout cela nécessite un véritable débat politique qu'il reste encore à avoir.

Pour le membre de l'Europe Ecologie, nous nous trouvons à la fin d'une civilisation. Nous devons assumer cette transition économique et sociale par une politique industrielle et sociale, nécessaire pour créer une Europe politique.

Par ailleurs, on ne peut conduire une politique d'austérité budgétaire dans les pays les plus pauvres, sans qu'elle s'accompagne d'une politique de croissance. Il remarque que le débat sur la croissance est notamment posé en termes de fiscalité. Il faut envisager également la contribution emploi-énergie. En effet, ces enjeux, prennent en compte les questions sociale et environnementale. Il conviendrait, par exemple, de taxer les dégradations environnementales et ensuite de redistribuer les ressources.

Il note le clivage politique qui oppose la relance par l'investissement d'un côté et celle par l'austérité de l'autre. Il propose un grand emprunt obligataire européen qui permettrait un investissement dans le domaine de l'écologie. Les enjeux européens se situent dans la relance par l'épargne pour investir et la réorientation des richesses. De plus, la croissance est mesurée grâce au PIB, il faut travailler sur d'autres indicateurs de richesses qui prennent en compte les critères sociaux et environnementaux. La richesse se mesure aussi par le progrès social, économique et écologique.

Quant au secteur associatif, il offre la possibilité de créer des emplois. L'Europe est l'échelon qui peut donner un cadre au secteur de l'économie sociale et solidaire afin de la soutenir.

Gérard FILOCHE considère qu'il n'existe pas de projet plus ambitieux que celui des Etats-Unis d'Europe.

Le parti socialiste se prononce en faveur de la croissance avant la stabilité financière. La BCE prête 500 milliards aux banques privées. Les banques privées prêtent à leur tour aux EM à des taux plus élevés alors que qu'il s'agit de l'argent public. Il illustre son propos avec le conte de la grenouille et du scorpion. Le scorpion ne sachant pas nager, demande à la grenouille de le porter pour traverser le fleuve. Celle-ci se méfie, mais le scorpion lui assure qu'il ne la piquera pas, faute de quoi il se noierait. Mais, lorsqu'ils arrivent au milieu du fleuve, il la pique. Elle s'en étonne, il lui répond qu'il n'y peut rien, c'est dans sa nature. De son point de vue, c'est l'histoire de l'Europe et des banques. Le représentant du PS pense qu'il faut d'abord lutter contre les banques pour pouvoir s'en sortir.

Comment dans ce contexte résorber la dette ? La réponse apportée jusqu'à maintenant est le Mécanisme de sanction automatique. Mais, il y a de bonnes dettes qui peuvent être un investissement dans l'avenir. L'Europe souffre du néolibéralisme. Elle devrait cesser de faire passer l'intérêt des finances avant celui du peuple. Gerard Filoche estime que la gestion de la monnaie doit être publique et soumise à un contrôle démocratique.

Concernant la croissance, étant donné que l'Etat est endetté il ne faut pas, selon lui, restreindre les sources de revenu pour combler la dette comme cela a été fait par le gouvernement. Il est d'autant plus important de relancer la croissance par l'investissement que cela génère aussi des rentrées d'argent.

D'autre part, il souhaite contester la dette et la renégocier. La France n'a jamais été, selon lui, aussi riche. La dette est due à la baisse des recettes fiscales, qu'il faut rétablir pour pouvoir investir.

Pour Gérard Filoche, la France a les moyens de redistribuer les richesses pour relancer son économie. En France, le premier problème est le chômage. Il faut relancer l'économie en investissant, mais pour cela il faut être maître des liquidités : prendre en mains la monnaie et décider des budgets.

Pour conclure, Monsieur Filoche rappelle que la finance est un véritable adversaire du peuple. Il plaide pour le pouvoir d'achat plutôt que pour l'austérité.

Le 26 avril 2012